



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral n°2025 - 805 du 14 mai 2025**

**autorisant la société MSE L'Épine à exploiter une installation de production d'électricité utilisant  
l'énergie mécanique du vent  
sur le territoire de la commune d'AMANTY**

**Le Préfet de la Meuse  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son article R181-46 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article 12 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

**Vu** le permis de construire N°PC05500505H0003 en date du 24 avril 2009 ;

**Vu** le donné acte du 28 août 2012 autorisant la société MSE L'Épine à exploiter le parc éolien précité par antériorité ;

**Vu** les conclusions du rapport, transmis le 14 février 2024 par l'exploitant, sur le suivi post-implantation avifaune pour la période 2018 à 2023 concernant le comportement du Milan royal en période de migration postnuptiale, de migration prénuptiale, de nidification et sur le suivi comportemental de l'avifaune en période de nidification ;

**Vu** la demande du pétitionnaire, reçue le 22 mai 2024, concernant l'installation d'un système de détection de l'avifaune (SDA) pour le parc éolien exploité par la société MSE L'Épine, afin de protéger l'avifaune et plus particulièrement les milans royaux qui s'approchent des éoliennes ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé JPM-575-2024, en date du 29 novembre 2024 ;

**Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire, pour avis, par courrier en date du 26 février 2025 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté, présentées par le demandeur par courrier en date du 27 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'un Système de Détection et d'Arrêt (SDA) sur le parc exploité par la société MSE L'Épine, situé sur le territoire de la commune d'AMANTY, constitue un renforcement des mesures de réduction de l'impact en faveur de l'avifaune ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société MSE L'Épine est autorisée à poursuivre l'exploitation de son parc éolien sur le territoire de la commune d'AMANTY sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 : Mesures liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux**

L'ensemble des machines fait l'objet d'un bridage du 10 février au 15 novembre inclus, selon les conditions suivantes :

#### **Bridage agricole :**

Du 10 février au 15 novembre toute la journée et le jour suivant en fenaïson, récolte, labour, déchaumage.

Du 10 février au 15 novembre toute la journée et les 5 jours suivants en fauche de prairie.

#### **Bridage horaire :**

Du 10 février au 20 septembre de 09H00 à 13H00

Du 21 septembre au 15 novembre de 08H00 à 14H00

L'exploitant n'est pas tenu de mettre en œuvre la mesure de bridage précédente, s'il met en place un système de bridage dynamique, actif toute la journée, sur la même période (du 10 février au 15 novembre inclus) et qui répond aux dispositions de l'article 2.1.

### **2.1 Système de Détection de l'Avifaune (bridage dynamique)**

#### **a) Capacités du système de bridage**

Les oiseaux détectés par le système sont a minima ceux ciblés dans le dossier comme pouvant être victimes de collision avec les éoliennes, et a minima les individus de l'espèce du Milan royal.

Le système détecte les oiseaux cibles, puis ordonne le ralentissement de chaque éolienne ; l'éolienne étant considérée à l'arrêt lorsque la vitesse de rotation est inférieure à 90 km/h en bout de pale. L'éolienne ne peut redémarrer qu'après un délai de 3 minutes, sans nouvelle détection d'oiseau dans la zone à risque.

L'exploitant détermine la zone de détection au regard du type d'oiseau à protéger, de la réponse du système de détection et de la vitesse d'arrêt des machines. Celle-ci est au minimum de 350 m autour de chaque éolienne.

Un taux de détection de l'espèce cible d'au minimum 80 % doit être démontré.

#### b) Validation de l'efficacité du système

Pour valider le fonctionnement du système de bridage dynamique, l'exploitant réalise des essais de son efficacité, sur la base d'un protocole adapté au projet, à la zone d'implantation et aux objectifs de performance attendus.

L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, ce protocole ainsi que les résultats des essais réalisés ayant permis la validation de son système.

#### c) Suivi des performances

En cas d'impact avéré du parc sur l'avifaune à protéger, soit ponctuel, soit continu, identifié par les suivis environnementaux prévus à l'article 2.2, l'exploitant, au titre de l'article R512-69 du Code de l'environnement, décrit les événements, prend en compte ces derniers et adapte, si nécessaire, les modalités de fonctionnement du système de bridage dynamique et en informe l'inspection.

Toute modification susceptible d'influer sur la performance du système de bridage dynamique est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'inspection peut demander la réalisation d'un nouveau protocole de validation si nécessaire.

L'exploitant évalue les performances de son système de bridage dynamique au regard des objectifs prévus en a) ci-dessus, à une fréquence quinquennale, en procédant à une nouvelle validation du système de bridage comme décrit au b). Cette évaluation est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 2.2 Mesure de suivi

Afin d'attester de l'efficacité du bridage dynamique mis en place, l'exploitant effectuera le suivi environnemental prévu par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens, approuvé par le ministère en charge de l'écologie, dès la première année de mise en service du système de bridage dynamique de faveur de l'avifaune (SDA).

Le suivi doit notamment permettre d'estimer la mortalité des chiroptères ainsi que de l'avifaune due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service du SDA, afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. **L'exploitant justifiera en particulier la période au cours de laquelle doit être effectué le suivi de mortalité de l'avifaune et le suivi d'activité des chiroptères en hauteur en fonction des enjeux.**

En cas d'impact significatif mis en évidence dans le cadre du suivi, l'exploitant met en œuvre des

mesures correctives adaptées. Dans ce cas, le suivi environnemental est renouvelé dans les 12 mois, afin de démontrer l'efficacité des mesures correctives mises en place. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le bilan de ces suivis est transmis à l'inspection des installations classées, dans leur version française, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain, réalisée dans le cadre de ces suivis.

Toute mortalité d'espèce patrimoniale est immédiatement signalée à la DREAL, accompagnée des éléments d'appréciation et d'une description des mesures correctives mises en place.

### **Article 3 : Voies et délais de recours**

Le pétitionnaire peut saisir le préfet de département d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50015 – 54 035 NANCY Cedex 5 – dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

- 1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

### **Article 4 : Information des tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies des communes d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché aux mairies des communes d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal consulté et à toutes les autres autorités locales ayant été également consultées en application de l'article R 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 5 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- l'inspecteur des installations classées (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est, division Meuse de l'unité départementale 54-55),
- le maire de la commune d'AMANTY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

**\* à titre de notification, à :**

– M. Fabrice FROCHARD, représentant la société MSE L'Épine

**\* à titre d'information, à :**

– Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de COMMERCY

– Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand-Est,

– Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement.

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Christian ROBBE-GRILLET

